



Grenoble,
le 14 mars 2009

Lettre ouverte à Marie-Georges

Marie Georges,

Nous apprenons ta venue à Grenoble ce 16 mars pour soutenir la candidature de Grenoble aux Jeux Olympiques d'hiver de 2018. Au moment de cette annonce, tu répondais à un entretien dans le quotidien *l'Humanité* du 10 mars 2009 : la pertinence de tes propos semble en contradiction avec ce soutien.

Nous partageons ta juste analyse des besoins du monde sportif et ton refus de la marchandisation de la pratique sportive. Nous sommes étonnés du décalage avec ce déplacement volontaire pour cautionner des Jeux qui incarnent tout ce que tu regrettes dans les évolutions du sport. Tu déplores que l'Etat ne s'occupe "*plus désormais que du haut niveau*", et que soient diminués "*les moyens pour le sport pour tous et les millions de pratiquants*". Mais ne sais-tu pas que les associations sportives grenobloises voient, cette année 2009, leur subvention annuelle être réduite de 20% par la Ville de Grenoble, sans aucune assurance que l'autre partie sera finalement attribuée ? Ne sais-tu pas que les sorties aux ski des classes grenobloises, comme des MJC, sont devenues plus rares, fautes d'aides données par la Ville ? Tu expliques qu'on est souvent obligé "*de se battre pour trouver quelques sous afin de mener à bien des projets sportifs et éducatifs*". Voilà exactement ce que connaissent les structures socio-culturelles, éducatives, et les petits clubs de quartier à Grenoble. En revanche, des sportifs de haut niveau sont payés comme prestataires pour faire la communication autour des JO.

Nous sommes en tous points d'accord avec toi quand tu dénonces le commerce fait autour du sport, et la volonté des tutelles, l'Etat au premier chef, de privilégier les disciplines capables de produire des médaillés. Mais les Jeux Olympiques ne sont-ils pas le summum de la compétitivité ? Compétitivité entre les Etats pour être celui qui ramènera le plus de récompenses, entre Villes pour gagner le statut de cité accueillant les Jeux, entre les sportifs jusqu'à l'épuisement et à la médicalisation acharnée pour assurer les exploits les plus "surhumains". Par ailleurs, en septembre 2008, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Isère, militant UMP associé au comité de pilotage par le Maire de Grenoble, déclarait "*les JO c'est bon pour le BTP et les infrastructures routières*". Alcatel-Lucent, au côté du club des Grandes Entreprises, communique sur son soutien officiel à la candidature de Grenoble pour se placer le plus vite possible parmi les premières entreprises à profiter de cet aubaine commerciale. "*Ce gouvernement a fait le choix du commerce au détriment des citoyens, des pratiquants*" : **ton constat à l'égard de l'Etat fait malheureusement si bien écho à la situation grenobloise.**

Enfin, 3 chiffres que tu dois connaître : 1 800 000€ pour les Jeux de la neige en décembre 2008, 24 millions prévus, de 2009 à 2011, pour assurer le coût de la candidature grenobloise, 9% d'augmentation des impôts à Grenoble en 2009, dans une des villes déjà les plus imposées de France. Faut-il évoquer les 11 milliards d'euros de Londres 2012 et les 415 millions de dollars de Vancouver 2014 ? Et la secrétaire d'Etat britannique qui avoue regretter que son pays se soit lancé dans cette aventure vu les difficultés frappant la capitale en pleine crise économique ?

Lundi, tu dois parallèlement rencontrer les salariés de Caterpillar qui subissent des mois de chômage technique et un plan de licenciement de 733 suppressions de postes sur un effectif de 2500. Alors que la crise frappe de plein fouet nos concitoyens, est-il décent d'envisager ces sommes faramineuses d'argent public dépensées pour un projet qui ne verra probablement pas le jour, qui ne ferait que créer des équipements superflus et une capacité hôtelière effarante et inutile (+ de 20 000 chambres) ? Pour donner un seul exemple, les qualités d'hygiène et de confort des piscines à



Grenoble sont particulièrement dégradés mais les JO d'hiver ne provoqueront pas la réhabilitation des piscines ! La crise, comme partout, affecte durement les salariés de nombreuses entreprises grenobloises et pourtant les habitants sont touchés par des prélèvements supplémentaires importants. Ces impôts rapportent près de 14 millions d'€ à la municipalité et, au lieu de concentrer l'argent public sur les besoins sociaux, il est dilapidé ainsi dans une candidature sans lendemain.

Quatre villes sont pré-requérantes auprès du CNOSF, mais tu as choisi de venir spécifiquement apporter ton appui à Grenoble. Pourtant, aucune personnalité socialiste n'a encore honoré la candidature grenobloise de sa présence. Les grands noms du Modem n'ont pas fait cette démarche non plus. Ce choix très particulier de ta part est des plus surprenant : **exprime-t-il un soutien du Parti Communiste à la construction de majorités ouvertes au MoDem et à une partie de la droite (à Grenoble, anciens adjoints de Carrignon et anciens sarkozystes)?**

Nous connaissons ton action passée comme ministre des Sports, et la détermination qu'il t'a fallu, nous respectons sincèrement ton travail pour "*l'avenir des pratiques sportives*", et c'est à ce titre que nous te disons notre surprise de te voir soutenir la candidature grenobloise aux JO d'hiver 2018. Nous espérons, comme toi, des moyens supplémentaires pour les équipements sportifs de quartier, un stade d'agglomération ouvert plus souvent aux clubs amateurs, des programmes renforcés de pratiques sportives et de sorties de ski pour les enfants de notre territoire, des fêtes populaires et d'envergure dans nos rues et des services publics municipaux, y compris dans le domaine du sport, accessibles à tous. Nous voulons des politiques sportives qui mettent en valeur tous les quartiers, qui permettent l'apprentissage de la vie collective et des solidarités et qui surtout favorisent l'épanouissement des pratiquants qu'ils soient amateurs ou professionnels.

Parce que nous n'avons pas oublié "*que le sport est un outil d'aménagement du territoire, d'éducation et de cohésion sociale.*" Nous le revendiquons.

Gérard Leras,
Président du groupe Vert au Conseil régional

Yann Mongaburu,
Porte-parole des Verts de l'Isère

Catherine Brette,
Présidente du groupe Vert au Conseil général

Maryvonne Boileau,
Conseillère municipale de Grenoble

Gwendoline Delbos-Corfield,
Conseillère municipale de Grenoble